UNE CENTRALE NUCLEAIRE AUX PORTES DE LA PICARDIE !

Conférence de presse, le 28 Avril 1979

Penly, Seine-Maritime, entre Dieppe et Le Tréport.

Historique de la situation :

Le Comité de défense du site de Penly, créé depuis 2 ans compte plus de 600 adhérents à l'heure actuelle. Il regroupe de nombreux habitants de la région de Penly, en particulier dans le monde rural et compte aussi des élus locaux. Le Comité a créé dans la population un vaste mouvement d'opposition à la construction de la centrale nucléaire de Penly.
Le projet de Penly a été arrêté par EDF après consultation des assemblées régionnales en 1975 : le conseil général, avec M. Lecanuet et M. Soisson, et le conseil économique et social étant favorables au projet. Le projet prévoit la construction de 4 tranches de 1300 mégawatts sur le site de Penly.
La prise de conscience de la région dieppoise s'est ensuite étendue à la Haute Normandie et il est alors apparu nécessaire de créer une coordination régionale des mouvements écologiques.
L'opposition à la centrale s'est concrétisée lors de la manifestation du 18 novembre 1979 qui a réuni plus de 2 000 personnes d'horizons les plus divers, des élus locaux, et une trentaine de tracteurs preuve du soutien des paysans locaux.
D'autres actions ont été menées auprès des municipalitées sous forme d'interventions et d'informations, etc...
La lutte s'est ensuite élargie avec la participation dans la Seine Maritime

d'organisations politiques (parti socialiste) syndicales (C.F.D.T.) F.E.N) écologiques (Amis de la Terre, Nature Demain, Poséidon, Groupe Ecologique de la Région Rouennaise, Association Ecologique Cauchoise, Collectif Havrais d'Ecologie Association Ecologique Bruyonnaise) et aussi la Ligue des Droits de l'homme, l'Union Fédérale des consommateurs, la Confédération Syndicale du Cadre de Vie, le Planning Familial. Une coordination nationale comprennant le P.S., la C.F.D.T., le M.R.G., le P.S.U. le R.A.T., la C.I.M.E., l'U.F.C., la F.F.S.P.N., le G.S.I.E.N., la F.E.N. la C.S.C.V., La L.D.H. a entrepris l'organisation d'un comité national où est envisagée la possibilité d'un moratoire sur l'énergie nucléaire de 3 à 5 ans qui se solderait par un référundum national, après un large débat contradictoire entre partisants et opposants du programme électronucléaire. Au niveau local la lutte s'est organisée dans la mise en place de collectifs contre la construction de la centrale de Penly, à Dieppe, à Rouen, à Yvetot, au Havre, et dans la Somme à Abbeville et à Amiens.

E.D.F. et l'Administration essaient par tous les moyens de faire croire que la centrale sera construite. Il s'agit en réalité d'habituer les populations à cette idée et d'empêcher toute réaction hostile au projet. Mais selon la loi il est faux de prétendre que cette implantation se fera. En effet l'enquête d'utilité publique préalable à ce genre de travaux n'a pas encore eu lieu. Aucune décision ne peut donc être légalement prise. Cependant des camions sont déjà sur le site de Penly laissant

penser que toute opposition serait vaine. Cette enquête d'utilité publique sera déposée dans les mairies de 8 villages autour de Penly du 9 mai au 5 Juillet et portera sur 4 éléments : enquête parcellaire, enquête sur la ligne de chemin de fer, enquête d'endigags et l' enquête d'utilité elle-même.
C'est donc maintenant que l'opposition doit se concrétiser. Il est désormais nécessaire de s'unir pour constituer un front ayant pour but de mettre en échec le projet d' E.D.F.

Quelles sont les conséquences de la construction d'une centrale nucléaire à Penly ?
LOCALEMENT : - la destruction d'un site remarquable va notablement dévaloriser l'attrait touristique de cette région de Normandie.

- la suppression de plusieurs centaines d'hectares de terre cultivables, par la centrale elle-même mais aussi par les couloirs des lignes à Très Haute Tension et par la ligne de chemin de fer, l'aéroport, etc... va considérablement compromettre l'activité essentiellement agricole de cette zone rurale

- la pêche côtière sera elle aussi directement touchée à cause de l'endigage important qui va être réalisé sur le littoral et surtout par les rejets d'eau chaude en pleine mer, détruisant tous les équilibres écologiques et en particulier les zones de frayère pour les poissons.

Danger nucléaire :

- un accident reste toujours possible. Le récent accident survenu aux U.S.A. dans la centrale de Three Miles Island en témoigne bien. Et l'incident du réacteur de Gravelines pendant les essais prouve que la technologie en matière d'échange de chaleur n'est guère plus fiable en France qu'aux U.S.A. quoique le prétendent les responsables d'EDF et du gouvernement.
- il faut noter que même en fonctionnement normal une centrale nucléaire rejette en permanence des effluents radioactifs dans l'atmosphère et dans l'eau.
- le problème du transport des déchets radioactifs vers La Hague et du stockage de ces déchets reste entier, aucune solution à ce grave aspect de la pollution de notre environnement n'est apportée.
- le manque de sécurité pour le personnel travaillant dans les installations nucléaires n'est lui non plus pas résolu.

CONSEQUENCES ECONOMIQUES :

Quoique le prétendent les responsables d'EDF, le personnel travaillant à la construction des centrales nucléaires fait partie d'entreprises extérieures à la région. En Seine Maritime, à Paluel, où une centrale est en construction, la plupart des ouvriers viennent de chantiers où la construction de la centrale est terminée, et en particulier du site de Dampierre. Les entreprises les employant sont des entreprises nationales telles le Génie Civil ou l'entreprise Bory. Seulement

400 sur 2000 emplois sont comptés dans la fédération du bois (source CFDT).
En 1982 le chantier de Paluel emploiera 4200 ouvriers pour le batiment et la métallurgie (équipes extérieures à la région) et en 1985 il ne restera que 450 emplois au maximum qui seront des techniciens de l'E.D.F.
Il n'y aura donc qu'une simple sous-traitance très temporaire sur le chantier de Penly comme à Paluel.
Les conditions de travail sont par ailleurs très déplorables. Selon une enquête de la sécurité sociale c'est à Paluel que l'on compte le plus grand taux de gravité des accidents du travail.
Sur le chantier la surveillance est accrue et il s'en suit une répression importantes (grèves par exemple). Les conditions de vie et les salaires sont déplorables.
Contrairement aux arguments officiels, le nucléaire ne permet pas d'acquérir une quelconque indépendance énergétique :
- dépendance financière : EDF emprunte aux banques étrangères pour les investissements
- dépendance technique : par la construction de centrales de la filière américaine sous licence Westinghouse, et aussi vis à vis d'entreprises multinationales
- dépendance pour l'approvisionnement en Uranium qui est acheté à l'étranger.

PROBLEMES SOCIO-POLITIQUES : l'énergie nucléaire implique l'accroissement de la surveillance policière tout au long du cheminement de l'Uranium.
De plus il y a centralisation de la production de l'électricité ce qui accroît les risques d'accident tel celui de décembre dernier.
Les risques de prolifération de l'arme nucléaire à travers le monde augmentent avec la vente à l'étranger de centrales nucléaires par le gouvernement français.

AUTRES CONSEQUENCES : le programme tout nucléaire est imposé aux francais, malgré leur opposition (Nogent sur Seine a recueilli plus de 40 000 signatures contre la future centrale) et à l'encontre des déclarations du candidats à la présidence de la république, M. Giscard d'Estaing en 1974.
Ce programme tout nucléaire néglige totalement les autres sources d'énergie telles que l'énergie solaire ; éolienne, géothermique, gazéification du charbon, utilisation de la biomasse, énergie de la mer; etc...
Il convient de redéfinir la croissance économique et de réorienter la production des biens en fonction des réels besoins de la population.
Les collectifs contre la construction de la Centrale de Penly se sont donc fixé dans l'immédiat 2 grands objectifs d'action.
Tenant compte de l'accident de Pennsylvanie, du manque de résultats d'enquête à ce sujet, et de l'accident de la centrale de Gravelines, nous demandons:
- l'abandon du projet de Penly
- l'arrêt de la construction de Paluel

COLLECTIF ABBEVILLE :

Section du Parti Socialiste Abbeville
Amis de la Terre Abbeville
Union Inter professionnelle de Base CFDT Abbeville
Ligue des Droits de l'Homme Abbeville
SNES Abbeville et
Fédération des Jeunes pour la Nature

COLLECTIF AMIENS :

Section du Parti socialiste Amiens
Fédération départementale du P.S. de la Somme
Amis de la Terre Amiens
Union locale CFDT Amiens
Parti Socialiste Unifié
Ligue des Droits de l'Homme
Mouvement Ecologique Picard
Union Locale des consommateurs de la Somme (Que choisir ?)
Association Goupil
Confédération Syndical du Cadre de Vie
Collectif pour les Energies Douces
Groupe Environnement Protection Ornithologie en Picardie (G.E.P.O.P.)

Le Mouvement Ecologique Picard édite un autocollant, texte noir sur fond blanc, format rectangulaire. "Dieppe et le Tréport bientôt radioactifs ! Non à la Centrale Nucléaire de Penly ".
3 F l'unité (Port compris)
25 F les 10 - 200 F les 100

A commander à Maurice DUQUEF
FACULTE DES SCIENCES 33 rue St Leu 80039 AMIENS Cedex



Manifestation du 5 Mai 1979, à Dieppe contre le projet de centrale nucléaire à Penly et pour l'arrêt de la construction de celle de Paluel (3.000 personnes)




OTEL AGUA
CENTRALE
PENCY

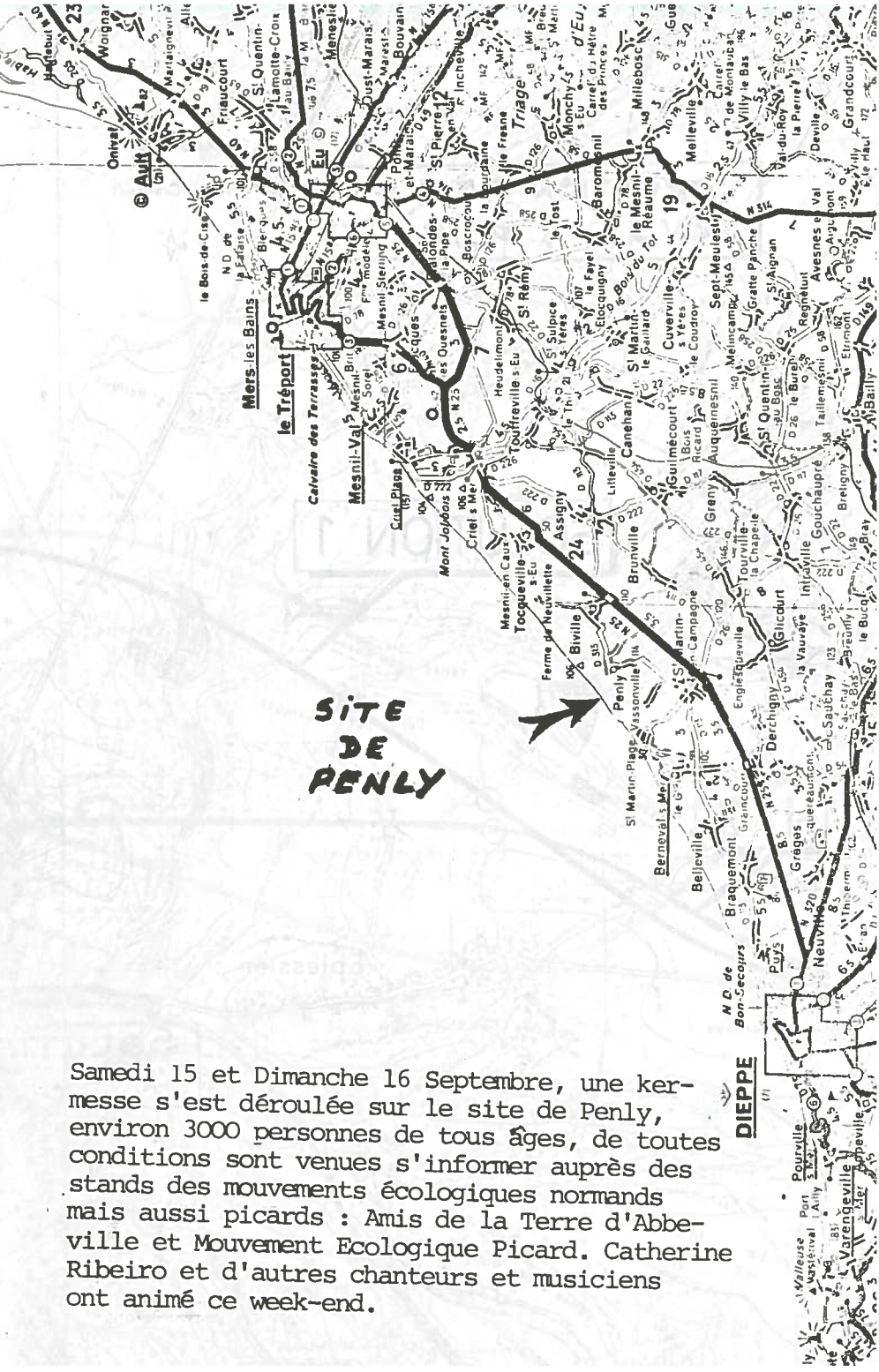

PALUCL
ARRET
DES TRAVAUX


AGUADO
NON
EDF


IMPOSER
AUX


AXIS DE LA TERRE





Samedi 15 et Dimanche 16 Septembre, une kermesse s'est déroulée sur le site de Penly, environ 3000 personnes de tous âges, de toutes conditions sont venues s'informer auprès des stands des mouvements écologiques normands mais aussi picards : Amis de la Terre d'Abbeville et Mouvement Ecologique Picard. Catherine Ribeiro et d'autres chanteurs et musiciens ont animé ce week-end.